



Bernay



L'Éveil Normand du 25 octobre 2023



622 mots

Lycée Clément Ader à Bernay

Comment les établissements scolaires renforcent leur sécurité après l'attentat d'Arras ?

Depuis le vendredi 13 octobre, le niveau « urgence attentat » a été décrété par le gouvernement. Les établissements scolaires sont les premiers concernés par cette décision. Quelles mesures sont mises en place ? Exemple au lycée Clément Ader à Bernay.

« **Urgence attentat** ». Le niveau le plus élevé du Plan Vigipirate a été décrété après l'attentat à Arras dans un établissement scolaire, tuant un professeur de français et blessant deux membres du personnel.

Comme partout en France, écoles, collèges et lycées ont mis en place, dès le lundi 16 octobre, de nouvelles mesures de sécurité.

Au lycée professionnel Clément Ader à Bernay, Anne Decamps, la proviseure, a appliqué les consignes préconisées par le gouvernement, en adaptant les actions à la réalité de l'établissement. En effet, le lycée possède des particularités : il se compose de deux bâtiments séparés par une rue et il reçoit des élèves du Greta.

Un filtrage poussé

Comme inscrit dans les consignes de la préfecture, l'identification de chaque personne est vérifiée à l'entrée. Présentation d'une pièce d'identité, d'une carte de lycéen, voire les deux, aucune personne extérieure ne peut franchir les portes sans motif. « **Seules les personnes avec un rendez-vous peuvent entrer dans le lycée**, atteste Anne Decamps. **Puis, une personne vient les chercher à la grille jusqu'à l'accueil ce qui n'était pas le cas avant** », avec émargement obligatoire en entrant et en sortant de l'établissement. Même consigne pour les livraisons, « **on fixe une heure de rendez-vous et on note le nom du chauffeur en amont** ».

La grille devient la seule porte d'entrée, bien gardée. Un surveillant est toujours présent. Il est accompagné d'un personnel encadrant à 7 h 15, le pic d'arrivée des ly-

céens venus en bus scolaire. « **Nous avons de la chance, nos surveillants travaillent depuis plusieurs années dans le lycée, donc ils connaissent nos élèves** », précise la proviseure. Les deux personnels procèdent à une fouille visuelle des sacs. Pour éviter les attroupements, **"on leur demande de privilégier le coin « fumeur » dans l'enceinte de l'école** », prend en exemple un surveillant.

Réorganisation en interne

Les sept surveillants du lycée sont les garants de cette sécurité. Une réorganisation de leur travail a été faite pour correspondre aux consignes. En plus d'avoir une personne postée à la grille, ils effectuent des rondes plus importantes dans les couloirs.

Mais « **nous avons des problèmes au niveau des ressources humaines**, apprend la proviseure. **Nous avons besoin de deux surveillants supplémentaires sur le site de la cantine** », situé dans le chantier.

Le lycée fait face à un autre problème majeur : la présence d'une cinquantaine d'entreprises sur le chantier du nouveau bâtiment. « **Normalement, il n'y a aucun contact avec les élèves. Mais vous le voyez, il suffit de pousser une barrière pour que les deux mondes se croisent** », pointe du doigt la proviseure. Face à cette situation, cette dernière a poussé la Région (en charge des lycées) à réagir : « **Elle a prévu d'installer un portique, avec un accès par badge. Aujourd'hui, les accès sont fermés grâce à un cadenas** ».

La vigilance est de mise au lycée. Un exercice de simulation — appelé le plan particulier de mise en sûreté (PPMS) — est prévu au retour des vacances scolaires. « **Les plus âgés et les professeurs connaissent, car nous en avons fait deux l'année dernière. Les nouveaux en ont aussi fait au collège** », précise la proviseure. Un exercice devenu tristement banal pour ces jeunes.

Lina Tran



Le lycée Clément Ader n'a qu'une seule entrée, côte Aristide Briand, permettant de surveiller plus facilement les allées et venues.



Pour accéder à la cantine, allée du puits, la grille est ouverte. La proviseure voudrait un surveillant permanent.